



Indignation des ONG suite aux propos d'Alain Joyandet

Le profit est-il la seule ambition de la France en Afrique ?

Les ONG de la plate-forme citoyenne France-Afrique¹ s'indignent de la multiplication des dérapages verbaux du secrétaire d'Etat à la Coopération, Alain Joyandet, qui démontrent une conception cynique et dévoyée de l'aide au développement.

Alain Joyandet a remplacé Jean-Marie Bockel au poste de secrétaire d'Etat à la Coopération il y a 3 mois, après que ce dernier ait été écarté de ce poste pour avoir voulu en finir avec la « Françafrique ». Depuis, il multiplie les déclarations à l'emporte-pièce. Des déclarations qui ont le mérite de la franchise, après des décennies d'hypocrisie, mais qui révèlent la véritable nature de l'aide française au développement. Il ressort clairement des propos d'Alain Joyandet une absence d'ambitions de la France en terme de solidarité internationale, puisque l'« aide au développement » est mise au service exclusif des intérêts économiques et politiques de la France, notamment pour faire barrage à la Chine. Le développement des plus pauvres, la défense des droits et de la démocratie passeront après.

Plus grave encore, dans le prolongement du discours décrié de Nicolas Sarkozy à Dakar, le 27 juillet 2007, Alain Joyandet renvoie l'image d'une France qui méprise profondément l'Afrique et les Africains. Les propos du secrétaire d'Etat à la Coopération, qui s'apparente de plus en plus à un ministre du Commerce extérieur délégué à l'Afrique, ôtent toute crédibilité au discours de la France en matière de développement. Ceci est particulièrement grave à la veille d'une présidence française de l'Union européenne marquée par d'importantes échéances internationales pour le développement des pays du Sud (Conférence de l'OCDE à Accra sur l'efficacité de l'aide début septembre, Conférence des Nations unies à Doha sur le financement du développement fin novembre...).

Les organisations de la plate-forme citoyenne France-Afrique ont fait de la démocratie, du respect des droits de l'Homme et de la lutte contre la corruption les fondements d'une politique de la France en Afrique responsable et transparente qu'ils appellent de leurs vœux². Elles s'offusquent aujourd'hui de voir ces thèmes majeurs absents des 8 propositions émises par Alain Joyandet lors de sa conférence de presse du 19 juin. Un « oubli » d'autant plus inquiétant que quelques semaines auparavant, la secrétaire d'Etat aux Droits de l'Homme Rama Yade avait décliné une demande d'audition de notre plateforme, en précisant que le secrétaire d'Etat à la Coopération serait l'interlocuteur des associations sur ces sujets.

L'abandon manifeste de ces principes par la diplomatie française, loin de n'être que du ressort des secrétaires d'Etat, s'inscrit dans la longue liste des renoncements du gouvernement français, et des compromissions avec les dictatures³.

Malgré le discours rassurant tenu sur ce point par Alain Joyandet à nos associations quelques jours après sa nomination, cette succession de provocations et de dérapages présidentiels ou ministériels sont bien les signes d'une « rupture dans la rupture » avec la Françafrique. Si tant est que la volonté de rompre avec ce système ait jamais existé au sein de l'exécutif français. Les organisations des sociétés civiles françaises et africaines ne baissent pas les bras, et sont de plus en plus mobilisées sur ce thème.

¹ La plate-forme citoyenne France-Afrique regroupe une dizaine d'ONG françaises : ATTAC, Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT-France), Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID), Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD), Cedetim/Ipam, Mouvement de la paix, Oxfam France – Agir ici, Peuples Solidaires, Réseau Foi et Justice Afrique Europe (Antenne France), Secours Catholique / Caritas France, Survie.

² La plateforme a publié en février sur ce thème un *Livre Blanc* assorti de nombreuses propositions qui ont été défendues devant l'Elysée, les cabinets ministériels, des parlementaires et la presse française et africaine.

³ Visites à Omar Bongo, réception de Muamar Kadhafi, rallonges budgétaires accordées au Congo de Denis Sassou Nguesso, sauvetage militaire du régime tchadien, enterrement d'une plainte visant les biens mal acquis de certains chefs d'Etat africains, etc.

Extraits des déclarations de A. Joyandet :

- « *L'implantation des entreprises françaises en Afrique est l'une de mes priorités* », interview à *lejdd.fr*, 20 mai 2008.
- « *J'ai des convictions mais je veux aussi défendre notre pays et ses parts de marché* », propos rapporté par *lejdd.fr*, 19 juin 2008.
- [Le détournement d'argent public en Afrique ?] « *Ce sont vraiment des sujets qui ne me semblent pas devoir être au cœur de (...) notre expression* », interview à *France 24*, 20 juin 2008.
- « *Si nous ne sommes pas les partenaires économiques privilégiés, alors on ne pourra plus défendre nos valeurs* », Interview à *France 24*, 20 juin 2008.
- « *Il ne faut pas qu'on se fasse prendre notre place par des puissances émergentes* ». « *On veut aider les Africains, mais il faut que cela nous rapporte* », Interview à *Libération*, 24 juin 2008.
- « *J'ai créé ma première boîte à 24 ans, sans un rond, c'était bien plus compliqué de faire cela que de s'occuper de l'Afrique !* », interview à *Libération* le 24 juin 2008.
- « *C'est nous qui allons envoyer des cerveaux* », réponse à *France 24* le 20 juin 2008 suite à une question sur l'immigration choisie.

Contacts presse :

Survie - Alexandra Phaëton : 01 44 61 03 25

CCFD - Véronique de La Martinière : 01 44 82 80 64